



8 Place Malus
18000 Bourges
Tél 02 48 21 24 79
cgt.ud.cher@wanadoo.fr

Un 1er Mai de luttes et de revendications

Une histoire ouvrière

Le 1^{er} Mai 1886, la pression syndicale permet à environ 200.000 travailleurs américains d'obtenir la journée de 8 heures.

Le souvenir de cette journée amène les Européens, quelques années plus tard, à instituer une journée internationale des travailleurs ou «fête des travailleurs». Cette journée est aujourd'hui plus volontiers appelée «Fête du Travail», bien que l'expression prête à confusion.

Le 3 mai 1886, une manifestation fait trois morts parmi les grévistes de la société Mc Cormick Harvester à Chicago. Une marche de protestation a lieu le lendemain et une bombe explose devant les forces de l'ordre. Elle fait une quinzaine de morts dans les rangs de la police.

Trois syndicalistes sont jugés et condamnés à la prison à perpétuité. Cinq autres sont pendus le 11 novembre 1886 malgré des preuves incertaines (ils seront réhabilités plusieurs années après).

«Le jour viendra où notre silence sera aussi puissant que les voix que vous étranglez aujourd'hui».

Dernières paroles d'Augustin Spie, exécuté.

En France, la tuerie de Fourmies, petite ville du Nord, fait dix morts le 1^{er} mai 1891. Lors de la manifestation rituelle, la troupe équipée des nouveaux fusils Lebel et Chassepot, tire à bout portant sur la foule pacifique des ouvriers. Parmi les assassinés, huit n'avaient pas 21 ans.

Cette journée est à l'origine une lutte des salariés pour la diminution du temps de travail qui était de 10, voire 12 heures et plus. Ajoutés à des conditions de travail extrêmement difficiles, l'espérance de vie était très réduite et les accidents de travail mortels étaient une des premières causes de mortalité après les maladies.

Aujourd'hui, un 1^{er} Mai particulier

Cette année, deux événements politiques majeurs se déroulent dans cette période. Cela n'a échappé à personne. Les élections présidentielles avec le 1^{er} mai entre les deux tours et les élections législatives avant l'été. Cette deuxième élection est tout aussi importante que la première.

La CGT n'a pas pour objectif d'appeler à voter pour tel ou tel candidat politique. Nous sommes une organisation de salariés indépendante des politiques, mais nous ne sommes pas dans une posture de neutralité. Les programmes des uns et des autres ont été étudiés avec attention. Les propositions économiques montrent que certains candidats reprennent tout ou partie des revendications du patronat, de la finance et des grands groupes.

C'est le cas de N. Sarkozy qui a déjà entraîné notre pays dans une situation économique la pire depuis la fin de la guerre, en maltraitant des millions de salariés, retraités, privés d'emploi, jeunes, malades, tout ça avec la complicité du Medef au service du capital. Il veut, s'il est réélu, rendre le coup de grâce en cassant le Code du Travail et les conventions collectives avec l'accord compétitivité-emploi, qui rendrait les travailleurs corvéables à merci dans l'ensemble des lieux de travail. Il veut mettre fin à la protection sociale solidaire de notre pays, casser l'école publique au profit de l'éducation privée, rendre notre système de soins et principalement l'hôpital public moribond afin que la qualité et l'accueil ne soient plus assurés correctement. Les grands groupes de santé privés qui sont cotés en bourse se frottent les mains. Ils peuvent compter sur un allié de poids pour privatiser le système. Tout ça au détriment de l'accès aux soins. Les salariés les moins aisés et les classes moyennes ne pourraient plus se soigner. C'est malheureusement le cas actuellement.

Fidèles à eux-mêmes, Nicolas Sarkozy et le Medef **ne veulent plus d'organisation syndicale**, tout au moins plus de la CGT. Xavier Bertrand, actuel Ministre du Travail, nous l'a clairement dit lors de sa venue à Bourges le 10 avril dernier. **Comment feraient les salariés pour se défendre ou revendiquer sur leur lieu de travail ? La démarche individuelle aboutit rarement, les salariés doivent pouvoir continuer à s'organiser collectivement au sein de l'entreprise.**

Le Front National, en plus d'être xénophobe et raciste dans sa nature la plus profonde, vise également à opposer les gens les uns aux autres. De plus, lui aussi est partisan d'un capitalisme encore plus libre. Ses idées doivent être combattues par une bataille de tous les jours car nombre de salariés pourraient être touchés par les sirènes de ce parti, qui dans tous les cas, est contre les plus démunis. C'est une caste bourgeoise au service des plus riches.

Depuis toujours, la CGT porte les revendications pour le monde du travail. Certains candidats(es) ont peu ou prou repris nos propositions et nous avons été accusés de «faire de la politique».

Mais si certains candidats(es) reprennent nos propositions :

- Un SMIC à 1.700 €,
- Pour une retraite à 60 ans à taux plein,
- Pour le développement de la protection sociale,
- L'augmentation des pensions de retraite, des minima sociaux,
- et une autre répartition des richesses,



.... alors les politiques font du syndicalisme.

Les uns pour le patronat, les autres pour l'ensemble des salariés.

Venez nombreuses et nombreux aux rassemblements à

<i>BOURGES</i>	10 h 30	Place Malus
A 9 h30 Place Malus : Dépôt de gerbe à la mémoire des militants victimes du nazisme.		
<i>VIERZON</i>	10 h 30	Place de la Résistance
<i>ST AMAND</i>	10 h 30	Place Carrée
<i>ST-FLORENT</i>	10 h 30	Place de la République
<i>LA GUERCHE</i>	11 h 00	Place du Gal de Gaulle
<i>AUBIGNY s/NERE</i>	10 h 30	Place de la Résistance